



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Centre

Bourges, le 13 octobre 2014

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

Installations classées

SOCIÉTÉ MALTERIES FRANCO-SUISSES

COMMUNE D'ISSOUDUN

**Demande de révision de l'arrêté
préfectoral sur la provenance des issues
de céréales pour la chaudière biomasse**

Objet : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifiant certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2008 du site exploité par les MALTERIES FRANCO SUISES à Issoudun

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre en date du 1^{er} juillet 2014, Monsieur Quinto, directeur de la société MALTERIES FRANCO SUISES, a sollicité auprès de M. le préfet de l'Indre la révision des prescriptions réglementant le fonctionnement de la chaudière biomasse du site qu'il exploite sur la commune d'Issoudun. Il souhaite être autorisé à utiliser des issues de céréales produites par des silos de stockage de céréales de la région, en plus de celles produites par son établissement.

1. Présentation de l'établissement

1.1. Présentation des activités du site

Les MALTERIES FRANCO SUISES ont pour activité unique la fabrication de différentes qualités de malt. Pour ce faire, elles exploitent les installations suivantes sur la commune d'Issoudun :

- l'unité U1 qui est un silo ne servant plus en production, où seuls les boisseaux tampon conservent leur rôle de capacité de stockage intermédiaire (ils sont destinés à recevoir le malt venant d'être touraillé) ;

PJ : plan de localisation
plan du site
projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Copie à DREAL Centre - SEIR

Horaires d'ouverture 9h15 – 11h45 / 14h – 16h
Tél. : 02 54 27 52 80 - Fax : 02 54 35 06 31
Cité administrative – bd George Sand
36000 Châteauroux Cedex
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



- l'unité U2 qui est un bâtiment utilisé pour la germination et la trempe ;
- l'unité U3 qui comprend une partie malterie et une partie stockage (capacité de stockage d'environ 10 000 tonnes) ;
- le silo orge où sont stockées et réceptionnées les matières premières (silo entièrement métallique avec une couverture en bac acier ; stockage d'environ 11 000 tonnes de produit dans 10 cellules) ;
- le silo malt utilisé pour le stockage des produits finis (silo béton constitué de 22 cellules pour une capacité de stockage totale d'environ 10 600 tonnes) ;
- une chaufferie équipée de deux chaudières fonctionnant au gaz naturel ;
- une chaufferie équipée d'une chaudière fonctionnant à la biomasse.

La situation du site est présentée en annexes 1 et 2.

1.2. Situation administrative de l'établissement

La société MALTERIES FRANCO SUISSES est autorisée à exploiter le site d'Issoudun par l'arrêté préfectoral 2008-03-004 du 3 mars 2008, complété par l'arrêté préfectoral n° 2012356-0007 du 21 décembre 2012.

Le tableau suivant résume la situation administrative actuelle de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

RUBRIQUE	DÉSIGNATION DES ACTIVITÉS	VOLUME D'ACTIVITÉ	RÉGIME A/D
2225	Sucreries, raffineries de sucre, malteries	160 000 t/an	A
2160-a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tentes ou structure gonflable : a) si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³	47 460 m ³	A
2260-2-b	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226. 2. autres installations que celles visées au 1 : b) la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	280 kW	D

2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est</p> <p>2. supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW. (1 chaudière biomasse et 2 chaudière au gaz naturel)</p>	18 MW	DC
----------	---	-------	----

A (autorisation) ; D (déclaration) ; DC (déclaration soumis au contrôle périodique)

2. Demande de modification des conditions d'exploiter

Par lettre en date du 1^{er} juillet 2014, l'exploitant a sollicité auprès de M. le préfet de l'Indre la révision du chapitre 9.5 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2008 relatif aux prescriptions particulières applicables aux installations de combustion de l'unité de valorisation énergétique de biomasse.

Il est mentionné à l'article 9.5.1 de l'arrêté du 3 mars 2008 : « *La biomasse se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée ni revêtue d'une substance quelconque. Elle est issue des sous-produits de production de l'établissement, composés d'orlette, de poussières de malt, de poussières d'orge.* »

L'exploitant a indiqué que la quantité d'issues de céréales produites par l'établissement MALTERIES FRANCO SUISSES est insuffisante pour permettre le fonctionnement optimal de la chaudière biomasse.

Il souhaite être autorisé à inclure les issues de céréales des silos de proximité du site comme combustible de la chaudière biomasse.

Les issues des autres silos sont composées de produits mélangés dont la composition varie en fonction des périodes et des silos : poussières de colza, tournesol, orge et maïs, brisures de maïs, blé ergoté. Les issues de stockage de céréales ont un pouvoir calorifique inférieur (PCI) d'environ 4 à 5 MWh / tonne, comparable aux sous-produits de la malterie (4,202 MWh / tonne).

Les issues proviendront des silos de la région (moins de 100 km). L'approvisionnement en issues générera un trafic routier d'un camion par jour en moyenne (trafic actuel : 35 à 40 camions par jour). La marchandise transportée sera valorisée grâce à la chaudière biomasse.

Les issues de céréales des silos de proximité du site ont le statut de biodéchets au sens de la définition donnée par l'article R. 541-8 du code de l'environnement :

« Biodéchet : tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires. »

Le statut de biodéchets étant compatible avec la définition de la biomasse mentionnée à la rubrique 2910.A.b.i (« déchets végétaux agricoles et forestiers »), le classement au titre des installations classées de l'établissement n'est pas modifié.

Après examen de l'ensemble des éléments fournis, l'inspection des installations classées juge que la demande des MALTERIES FRANCO-SUISSES est acceptable. En application des dispositions de l'article R 512-33 du Code de l'Environnement, cette modification ne présente pas de caractère substantiel.

3. Auto-surveillance des rejets en eaux résiduaires

L'inspection des installations classées a constaté que la fréquence mensuelle de surveillance des eaux résiduaires de l'établissement, imposée par l'arrêté préfectoral du 3 mars 2008, n'est pas conforme à l'arrêté ministériel du 2 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

En effet, les flux maximum journaliers de rejets prescrits pour l'établissement MALTERIES FRANCO SUISSSES dépassent les seuils réglementaires, au-delà desquels la surveillance imposée doit être à minima hebdomadaire (article 60 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998).

Les valeurs limites d'émission des eaux de process des MALTERIES FRANCO SUISSSES sont supérieures aux seuils réglementaires (article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2008) car le bilan décennal de fonctionnement fourni en 2007 dans le cadre de la directive IPPC (Integrated Pollution Prevention and Control) a mis en évidence une baisse significative des volumes d'eaux rejetés à la station d'épuration communale, ce qui s'est traduit en parallèle par une augmentation de la charge polluante.

Ainsi, les paramètres DCO et DBO₅ dépassaient les valeurs limites imposées par l'arrêté préfectoral du 18 juin 1997 et l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

L'exploitant a fourni dans son bilan de fonctionnement les éléments nécessaires afin qu'une modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation puisse être réalisée, ce qui est prévu par l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 qui stipule que « *l'arrêté d'autorisation peut prescrire des valeurs limites en concentration supérieures si l'étude d'impact démontre, à partir d'une argumentation de nature technique et, le cas échéant, économique, que de telles dispositions peuvent être retenues sans qu'il en résulte pour autant des garanties moindres vis à vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration urbaine et de protection de l'environnement* ».

L'organisme gestionnaire de la station d'épuration urbaine (Lyonnaise des Eaux) a fourni une attestation que l'augmentation de la charge polluante via la diminution des volumes rejetés n'entraîne pas des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station et de protection de l'environnement. Les analyses effectuées en sortie de station ont également montré de très bons rendements d'épuration.

L'inspection des installations classées propose donc d'augmenter la fréquence d'analyse des eaux de process en prescrivant une analyse hebdomadaire au lieu d'une analyse mensuelle (article 2 du projet d'arrêté préfectoral).

4. Conclusions et propositions de l'inspection des installations classées

La modification d'approvisionnement en combustible pour la chaudière biomasse de la société MALTERIES FRANCO-SUISSES n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs. Dès lors et conformément à l'article R 512-33 du code de l'environnement, il ne s'agit pas d'une modification substantielle des conditions d'exploiter et une procédure complète avec enquête publique n'est pas nécessaire.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Indre d'autoriser la société MALTERIES FRANCO-SUISSSES à utiliser, comme combustible pour la chaudière biomasse, en plus des issues de l'établissement, des issues de céréales provenant de silos de stockage extérieurs à l'établissement.

L'inspection des installations classées propose d'actualiser les prescriptions applicables à l'établissement en modifiant l'arrêté préfectoral du 3 mars 2008 par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, conformément à l'article R 512-31 du code de l'environnement.

Le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe du rapport :

- autorise l'utilisation d'issues de céréales d'autres sites comme combustible pour la chaudière biomasse ;
- fixe une fréquence hebdomadaire d'analyse des eaux de process.

En application de l'article R 512-31 du Code de l'environnement, le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques doit être consulté sur ce projet.

L'inspectrice des installations classées

Signé

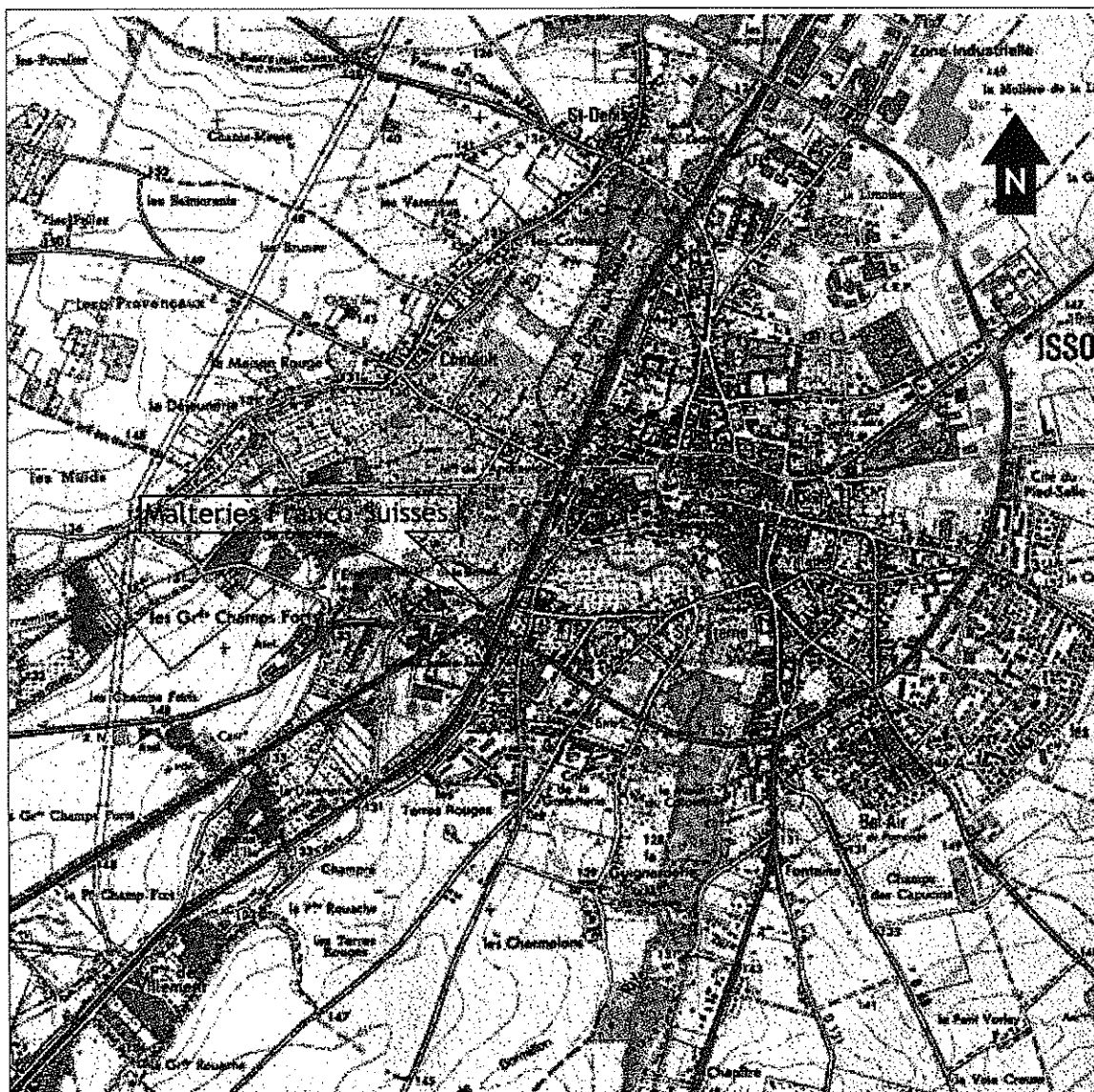
Vu et transmis avec avis conforme
à Monsieur le préfet de l'Indre

Pour le directeur régional,
le chef de l'unité territoriale du Cher et de l'Indre

Signé

ANNEXE 1 : Localisation du site

- carte IGN au 1 / 25 000^e -



ANNEXE 2 : Plan du site

- Plan de masse des installations -

